

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3109

25 octobre 2014

SOMMAIRE

Allia N° 1 S.à r.l.	149232	Meenie S.C.A.	149196
Antoria S.A.	149221	Montecin Luxembourg S.A.	149196
Avangate S.A.	149193	MSEOF Marengo I S.A.	149187
Bainbridge II Somerfield S.à r.l.	149192	Paepsem Participations S.A.	149190
Ballina S.à r.l.	149192	Patikop S.A.	149187
Basic Industry Investments S.A.	149193	Pâtisserie-Confiserie Hoffmann Jean-Marie Sàrl	149188
Bernos Patrimoine S.A.	149192	Patron Caldew S.à r.l.	149215
BHF-BANK Aktiengesellschaft Niederlas- sung Luxemburg	149191	PC Associates S.à r.l.	149188
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Cambridge S.à r.l.	149193	PC Associates S.à r.l.	149188
IGEFI Group S. à r.l.	149202	PEC Brunnen S.à r.l.	149186
IMF Alliance Corporation Sàrl	149194	PEC Friedrich S.à r.l.	149187
IMMO20 S.à r.l.	149193	PEC Holdings S.à r.l.	149187
Immorod S.à r.l.	149195	PEC Marengo S.A.	149187
International Copacking Agency S.A.	149194	Pianos International Luxembourg S.à r.l.	149188
International University of Health and Exercise	149198	Polyusus Lux IV S.à r.l.	149189
King Street (Luxembourg) S.à r.l.	149206	Poya Investissements S.A.	149187
Kredyt Inkaso Portfolio Investments (Lu- xembourg)	149194	Randstad Interim S.A.	149189
Lampe Alternative Investments S.A., SI- CAV-FIS	149194	Ranylux	149191
L'Ex N'Co	149186	Remora Partners Luxembourg	149191
L'Ex N'Co	149186	Rhein-Main AT1 Funding I S.à r.l. & Cie SECS	149190
Leyne, Strauss-Kahn & Partners	149197	Rice Property S.à r.l.	149190
Lion/Gem Lux 1 SCA	149195	R.J.C. Immobilière S.A.	149190
LOTOS S.A., Privatvermögensverwal- tungsgesellschaft ("SPF")	149186	Ryhân Services S.à.r.l.	149186
Malabar Management S.A.	149195	Siguler Guff Dof II German RE 2	149191
Mansfeld Investment S.A.	149195	Socaro Invest S.à r.l.	149189
Media Entertainment Communication Holding	149196	Strategic Holdings II S.à r.l.	149205
		Thomaslloyd SICAV-SIF	149231

L'Ex N'Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 85.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147484/10.

(140167778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

L'Ex N'Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 85.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147485/10.

(140167779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Ryhân Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9647 Doncols, 1, rue Um Quart.
R.C.S. Luxembourg B 167.645.

Cette version remplace la L130099439 déposé le 19/06/2013

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014148383/11.

(140169042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

PEC Brunnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 160.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148340/11.

(140168922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

LOTOS S.A., Privatvermögensverwaltungsgesellschaft ("SPF"), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-5619 Mondorf-les-Bains, 45, rue John Gruen.
R.C.S. Luxembourg B 66.498.

Dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 qui ont été déposés le 17 septembre 2014 avec comme numéro de référence de dépôt L_14_0165164.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147517/12.

(140168500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Poya Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 11, boulevard Docteur Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 108.065.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014147653/10.

(140168134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Patikop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1718 Luxembourg, 51, rue Haute.
R.C.S. Luxembourg B 70.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147641/10.

(140167981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

PEC Friedrich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 173.298.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148341/11.

(140168921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

PEC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 152.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148342/11.

(140168924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

**PEC Marengo S.A., Société Anonyme,
(anc. MSEOF Marengo I S.A.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 102.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148343/12.

(140168919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Pâtisserie-Confiserie Hoffmann Jean-Marie Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1815 Luxembourg, 200, rue d'Itzig.
R.C.S. Luxembourg B 38.053.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PÂTISSERIE-CONFISERIE HOFFMANN JEAN-MARIE
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014147642/12.

(140168229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

PC Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6869 Wecker, 2, Hiel.
R.C.S. Luxembourg B 138.300.

Extrait des résolutions prises par les associés en assemblée générale extraordinaire le 22 septembre 2014

Les associés ont décidé à l'unanimité d'accepter la démission de Peter Bocker en qualité de gérant administratif et Antonio Palmisano en qualité de gérant technique et de nommer en remplacement Philip Bolus, demeurant 131 Calle Hospital 08001 Barcelona, Espagne, à compter de ce jour et ce pour une durée indéterminée.

Pour la société

Référence de publication: 2014147645/13.

(140168236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

PC Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6869 Wecker, 2, Hiel.
R.C.S. Luxembourg B 138.300.

Faisant suite à des cessions de parts sociales intervenues le 22 septembre 2014, le capital de la société est désormais détenu comme suit:

- Philip Bolus, associé propriétaire de 50 parts sociales
- Lucinda Barton, associée, propriétaire de 50 parts sociales

Le 23 septembre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014147644/14.

(140168236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Pianos International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 146.654.

En date du 22 septembre 2014, la société PIANOS INTERNATIONAL SA., dont le siège est situé au 48 rue de Rome F-75008 Paris, ici représentée par Mme Corine Glogowski Djekanovic, a transféré quatre-vingt treize (93) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Mme Corine Glogowski Djekanovic, administrateur de sociétés née à Paris (France) le 7 avril 1973, demeurant à F-78170 La Celle St Cloud, 146 Avenue Jean Moulin.

Mme Corine Glogowski Djekanovic détient à cette date cent (100) parts sociales de la Société représentant 100% du capital social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147650/15.

(140167907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Randstad Interim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 50.502.

Les comptes annuels de la société Randstad Interim S.A. au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147677/10.

(140168258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Socaro Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.318,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 173.062.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 29 août 2014 que:

- La démission de Monsieur Olivier LIEGEOIS, gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat, a été acceptée.
- La personne suivante a été nommée en tant que gérant de classe B, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Madame Christelle MATHIEU, née le 1^{er} mars 1978 à Virton, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147708/17.

(140168515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Polyusus Lux IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.037.

EXTRAIT

Capvis General Partner IV Limited a transféré en date du 19.09.2014 la totalité de ses parts sociales à la société Capvis Co-Investors Faster GP Limited ayant son adresse professionnelle au 28, New Street, JE2 3TE, St. Helier, Jersey et enregistrée au Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 116 559 agissant en sa qualité de general partner de la société Capvis IV Co-Investors Faster L.P., ayant son adresse professionnelle au 28, New Street, JE2 3TE, St. Helier, Jersey et enregistrée au Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 1 847:

- 125.000 Parts sociales de catégorie A;
- 125.000 Parts sociales de catégorie B;
- 125.000 Parts sociales de catégorie C;
- 125.000 Parts sociales de catégorie D;
- 125.000 Parts sociales de catégorie E;
- 125.000 Parts sociales de catégorie F;
- 125.000 Parts sociales de catégorie G;
- 125.000 Parts sociales de catégorie H;
- 125.000 Parts sociales de catégorie I;
- 125.000 Parts sociales de catégorie J;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147652/27.

(140167530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Paepsem Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 125.532.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147639/9.

(140167855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

R.J.C. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 98.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014147667/10.

(140167966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Rhein-Main AT1 Funding I S.à r.l. & Cie SECS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean-Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 181.874.

Il résulte des décisions de l'associé commanditaire et de l'associé commandité du 19 septembre 2014 que

- la Société a été dissolue avec effet au 19 septembre 2014

- en conformité avec le contrat social, l'associé commandité, Rhein-Main AT1 Funding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée soumise au droit luxembourgeois, ayant son siège social à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, enregistré dans le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro 181.727 et ayant un capital de EUR 12,500 a été nommé liquidateur de la Société

- la liquidation sera effectuée selon l'article 14 du contrat social

Sabine Hinz

Avocat à la Cour / Mandataire

Référence de publication: 2014147672/16.

(140168445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Rice Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 180.095.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 26 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé de la Société, Rice MidCo S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Antonis Tzanetis, Heiko Dimmerling et Michiel Kramer ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rice Property S.à r.l.

Référence de publication: 2014147675/19.

(140167582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Remora Partners Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 175.486.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014147670/9.
(140168235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Ranylux, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 27.606.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014147678/9.
(140167873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

BHF-BANK Aktiengesellschaft Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 107.151.

Das Unterschriftenzeichen der
BHF-BANK Aktiengesellschaft
Niederlassung Luxemburg
534, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg
wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Luxemburg, den 24.09.2014.
BHF-BANK Aktiengesellschaft Niederlassung Luxemburg
Michael Löb / Roland Steies
Niederlassungsleiter / Niederlassungsleiter

Référence de publication: 2014147975/17.
(140168681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Siguler Guff Dof II German RE 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 122.069.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 16 septembre, 2014

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Donald Paul Spencer et Kenneth James Burns en tant que gérants de catégorie A avec effet au 16 septembre 2014;
- de nommer Jarrad Seth Krulick, né le 22 février 1980, à New Jersey, les Etats Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 825, Third Avenue, New York, NY10022, les Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 16 septembre 2014;
- de nommer Kenneth James Burns, né le 5 avril 1963, à New York, les Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 825, Third Avenue, New York, NY10022, les Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie B avec effet au 16 septembre 2014.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147699/19.

(140168477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Ballina S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 130.186.

—
EXTRAIT

Il conviendra de noter que l'adresse des associés nommés ci-dessous est désormais:

- L'adresse de Monsieur Riccardo Rivero est située à: Via Canova, 31, 20145 Milan, Italie.
- L'adresse de Monsieur Giuseppe Oriani est située à: Via Vincenzo Monti, 50, 20123 Milan, Italie.
- L'adresse de Monsieur Lorenzo Palombi est située à: Via Ozanam, 6, 20129 Milan, Italie.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147972/15.

(140168680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Bernos Patrimoine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 174.515.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 21 août 2014

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Renaud LEONARD de son mandat d'administrateur avec effet à au 6 août 2014.

- Monsieur Hesam SALAMEH, né le 22 mai 1988 à Virton (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté avec effet au 6 août 2014 en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur Renaud LEONARD démissionnaire, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de l'an 2014.

Luxembourg, le 28 août 2014.

Certifié sincère et conforme

BERNOS PATRIMOINE SA

Référence de publication: 2014147974/16.

(140169243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Bainbridge II Somerfield S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 11.115,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 148.225.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission de Messieurs Franck Ruimy et Ely Michel Ruimy en leur qualité de Gérants de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 8 avril 2014, il a été décidé de nommer Sycamore Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.718, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que Gérant unique de la Société en remplacement des Gérants démissionnaires pour une durée indéterminée.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Franck Ruimy and Mr. Ely Michel Ruimy as Managers of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 8 April 2014, it has been decided to appoint Sycamore Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 150.718, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as sole Manager of the Company in place of the resigning Managers for an indefinite period.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147956/23.

(140168715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Cambridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 142.782.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147964/9.

(140168956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

IMMO20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 3, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 135.202.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Septembre 2014.

Heinrich-Werner Ochs.

Référence de publication: 2014148200/11.

(140169153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Basic Industry Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 145.165.

EXTRAIT

En date du 10 Septembre 2014, les actionnaires de la société ont pris la résolution d'attribuer le mandat de commissaire aux comptes à la société Mayfair Audit S.à r.l., ayant son siège 2 Millewee, L-7257 Walferdange, RCS Luxembourg numéro B 189.753, en remplacement de Belair Business Offices S.à r.l., avec effet immédiat et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuel des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2014147957/16.

(140168566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Avangate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 145.864.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 22 septembre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans et pris acte de la démission de Sébastien Gravière de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Michaël Zianveni
- Marc Koeune
- Jean-Yves Nicolas

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014147953/18.

(140169180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

International Copacking Agency S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6430 Echternach, 9, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 141.295.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014148188/10.

(140168656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

IMF Alliance Corporation Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 114.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014148194/10.

(140169003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Lampe Alternative Investments S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 160.571.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, im 24. September 2014.

Für die Lampe Alternative Investments S.A., SICAV-FIS
Universal-Investment-Luxembourg S. A.
Alain Nati / Saskia Sander

Référence de publication: 2014148232/14.

(140169118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Kredyt Inkaso Portfolio Investments (Luxembourg), Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 47, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 155.462.

En date du 12 août 2014, l'assemblée générale extraordinaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

- reconnaît et accepte la démission de Monsieur Alexandre Cayphas en tant qu'administrateur de catégorie B de la Société;

- nomme Monsieur David Luksenburg, né le 28 janvier 1981 à Liège (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 2, rue de l'eau, L-1449 Luxembourg, en tant qu'administrateur de catégorie B de la Société avec effet à la date de sa nomination et pour une période expirant le 12 août 2017;

- En conséquence le conseil d'administration est composé tel que suit:

* Monsieur Pawel Szexczyk, administrateur de catégorie A et président du conseil d'administration,

* Monsieur Jacek Wolak, administrateur de catégorie B,

* Monsieur David Luksenburg, administrateur de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pawel Szexczyk / Jacek Wolak

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2014148221/20.

(140168600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Immorod S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 152, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 140.244.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Mandataire

Référence de publication: 2014148197/10.

(140169011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Mansfeld Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 63.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014148271/10.

(140168616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Lion/Gem Lux 1 SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 141.354.

Les comptes annuels audités au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014148235/13.

(140169235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Malabar Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 151.545.

L'assemblée générale qui s'est tenue le 24 avril 2014, a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Bruce Donn, Cyrus R. Jehangir et Jérôme Wigny en tant que membres du conseil d'administration de la société Malabar Management S.A. et ce, jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Le conseil d'administration est composé comme suit:

Bruce DONN, Membre du conseil d'administration

1, Corral Road, GBZ - Gibraltar

Cyrus R. JEHANGIR, Membre du conseil d'administration

22 Avenue Peschier, Apt 71, CH-1206 Genève

Jérôme WIGNY, Membre du conseil d'administration

2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg

Deloitte S.A., sis au 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, a été réélu comme commissaire aux comptes et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014148254/21.

(140168763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Montecin Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 161.691.

La société Montecin Luxembourg S.A. informe le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que le mandat de Ernst & Young S.A. en qualité de commissaire de comptes a pris fin lors de l'assemblée générale tenue en 2013.

Suite à l'assemblée générale du 10 juin 2014, l'actionnaire unique de Montecin Luxembourg S.A. confirme que:

La société Ernst & Young S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B47771 et résidant au 7 rue Gabriel Lippmann 5365 Munsbach au Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée en qualité de réviseur d'entreprises agréé de Montecin Luxembourg S.A. pour une période déterminée prenant fin à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'année 2014.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Montecin Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2014148265/17.

(140169256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Meenie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.775.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 24 juin 2014

En date du 24 juin 2014, l'assemblée générale annuelle de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014:

* FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée, membre du conseil de surveillance

* Madame Sarah ALOUANI, membre du conseil de surveillance

* Monsieur Steeve SIMONETTI, membre du conseil de surveillance

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Meenie S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2014148261/18.

(140169101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Media Entertainment Communication Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 148.247.

Extrait des résolutions de l'associé unique tenue en date du 18 septembre 2014

L'Associé unique a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission des gérants Mr. Paulo Dos Santos Cardeira Gomes avec effet rétroactif au 18 septembre 2014 et Mr. Vittorio Calvi di Bergolo avec effet rétroactif au 31 août 2014.

- En son remplacement nomination de:

* Madame Maria Alexandra Da Costa Lima Mascarenhas née le 04 novembre 1966, Brésil et Monsieur Luis Alexandre Salgado Vieira Da Silva né le 03 avril 1968 à Oeiras, Portugal avec effet au 18 septembre 2014, tous deux domiciliés professionnellement à 19, Rua Vitor Cordon, 4 Andar, 1200 Lisbonne, Portugal. Les nouveaux gérants ont été nommés pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148259/19.

(140168626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Leyne, Strauss-Kahn & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.132.

L'an deux mille quatorze, le deux septembre.

Par-devant Maître Arrendsdorff, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU

Me Sofia Drakou, avocat, dont l'adresse professionnelle est à Luxembourg,

Agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de Leyne, Strauss-Kahn & Partners (le Conseil) en vertu du procès-verbal de la réunion du Conseil tenu à Luxembourg, dont une copie, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes avec lesquelles il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Leyne, Strauss-Kahn & Partners, en abrégé LSK, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 22-24 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B95.132 a été constituée sous la dénomination «LEA S.A.» suivant acte reçu par-devant Maître Gérard LECUIT de résidence à Luxembourg, le 24 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 11 septembre 2003, numéro 933. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte du 4 août 2014 reçu par-devant Maître Roger Arrendsdorff, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

II.- Le capital social de la Société est fixé à six millions six cent cinq mille deux cent cinquante et un euros (EUR 6.605.251,-) représenté par six millions six cent cinq mille deux cent cinquante et une (6.605.251) actions sans valeur nominale.

III.- Conformément à l'article 5 des Statuts, le capital autorisé de la Société est fixé à quinze millions d'euros (EUR 15.000.000,-) divisé en quinze millions (15.000.000) d'actions sans valeur nominale.

IV.- Conformément à l'article 32-3(5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter du 30 juillet 2012 à (i) augmenter le capital social existant de la Société en une ou plusieurs fois, à hauteur de quinze millions d'euros (EUR 15.000.000,-) par l'émission de quinze millions (15.000.000) nouvelles actions, ayant les mêmes droit que les actions existantes, (ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires de la Société aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire de nouvelles actions, (iii) faire constater chaque augmentation de capital social de la Société par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

V.- Suivant une résolution adoptée par le Conseil en date du 27 août 2014, le Conseil a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) pour porter le capital social de son montant actuel de six millions six cent cinq mille deux cent cinquante et un euros (EUR 6.605.251,-) représenté par six millions six cent cinq mille deux cent cinquante et une (6.605.251) actions sans valeur nominale à un montant de six millions huit cent cinq mille deux cent cinquante et un euros (EUR 6.805.251,-) par l'émission de deux cent mille (200.000) nouvelles actions de la Société sans valeur nominale.

VI.- Le Conseil approuve et accepte la souscription des actions nouvellement émises de la Société par un apport en numéraire comme suit:

- Monsieur Alain Urbach, ingénieur, né le 19 octobre 1953 à Neuilly-sur-Seine (92) France, demeurant au 52, boulevard Perier, 13008 Marseille (France), a souscrit à deux cent mille (200.000) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant d'un million cent quarante mille euros (EUR 1.140.000,-).

Le montant de l'apport en numéraire est désormais à la libre disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire instrumentant.

Ledit apport en numéraire d'un montant d'un million cent quarante mille euros (EUR 1.140.000,-) sera affecté de la manière suivante:

(i) Deux cent mille euros (EUR 200.000,-) sont affectés au capital de la Société; et

(ii) Neuf cent quarante mille euros (EUR 940.000,-) sont affectés à un compte de réserve de prime d'émission de la Société.

VII.- En conséquence des décisions précédentes, l'article 5.1 des Statuts sera modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à six millions huit cent cinq mille deux cent cinquante et un euros (EUR 6.805.251,-), représenté par six millions huit cent cinq mille deux cent cinquante et une (6.805.251) actions sous forme nominative ou au porteur, sans valeur nominale.»

La version anglaise des Statuts sera également modifiée comme suit:

«The share capital is set at six million eight hundred five thousand two hundred fifty-one euros (EUR 6.805.251,-), represented by six million eight hundred five thousand two hundred fifty-one (6.805.251) shares in bearer or registered form, without par value.

Le reste de l'article 5 des Statuts restera inchangé.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève à environ deux mille quatre-vingt-cinq euros (EUR 2.085,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: DRAKOU, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 septembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 41439. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144925/75.

(140164865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

International University of Health and Exercise, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4671 Differdange, 50, avenue du Parc des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 190.186.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am elften September.

Vor der unterzeichnenden Notarin Joëlle Baden, mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

ist erschienen

COGNOS AG, eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend nach deutschem Recht, mit Sitz in Alte Rabenstraße 2, D-20148 Hamburg, eingetragen im Handelsregister von Hamburg unter HRB 48484,

hier vertreten durch Herrn Christian Alt, mit Berufsanschrift in Im Mediapark 4e, D-50670 Köln,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Köln, Deutschland, am 8. September 2014.

Die Erschienene, vertreten wie vorgenannt, ersucht die unterzeichnende Notarin, die Satzung einer Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

§ 1. Firma, Sitz, Geschäftsjahr. Die Firma der Gesellschaft lautet: „International University of Health and Exercise“.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Differdange.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; die Gesellschaft bleibt jedoch der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens. Vorrangiger Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb einer privaten Universität und die Durchführung grundständiger, berufsbegleitender sowie weiterbildender Studiengänge und Bildungsangebote. Somit gilt die Grundordnung der privaten Universität auch für die Trägergesellschaft International University of Health and Exercise. Die Gesellschaft kann jedoch auch alle anderen gewerblichen Tätigkeiten ausüben soweit diese nicht besonders gesetzlich geregelt sind.

Die Gesellschaft kann sämtliche Geschäfte tätigen, welche geeignet sind, den Gesellschaftszweck mittelbar oder unmittelbar zu fördern.

Die Gesellschaft kann sich in jeder legalen Form an anderen Gesellschaften beteiligen und zwar unabhängig von deren Gesellschaftszweck. Die Beteiligungsunternehmen kann die Gesellschaft sowohl in der ihr genehm erscheinenden Art finanziell unterstützen, als sich auch für diese verbürgen.

§ 3. Grundkapital und Aktien. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EINUNDSDREISSIGTAUSEND EURO (EUR 31.000,-), eingeteilt in DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien mit einem Nominalwert von je HUNDERT EURO (EUR 100,-) pro Aktie.

Die Aktien lauten auf Namen.

Form und Inhalt bestimmt der Vorstand. Über mehrere Aktien kann eine einheitliche Urkunde ausgestellt werden.

§ 4. Dauer der Gesellschaft, Geschäftsjahr. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

§ 5. Der Vorstand Zusammensetzung, Beschlüsse, Geschäftsordnung. Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Die Zahl der Vorstandsmitglieder wird vom Aufsichtsrat festgelegt. Die Mitglieder des Vorstandes werden für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren vom Aufsichtsrat ernannt und dürfen wiederernannt werden.

Der Aufsichtsrat kann mit einfacher Stimmenmehrheit ein Vorstandsmitglied zum Vorsitzenden des Vorstandes ernennen und diese Ernennung - wenn ein wichtiger Grund vorliegt - auch widerrufen.

Der Vorstand gibt sich eine Geschäftsordnung, welche der Zustimmung des Aufsichtsrates bedarf.

Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder des Vorstandes in ordnungsmäßig einzuberufenden Sitzungen gefasst, soweit nicht das Gesetz zwingend eine größere Stimmenmehrheit vorschreibt. Sofern Beschlüsse mit einfacher Mehrheit zu fassen sind, gibt bei Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag, wenn ein Vorsitzender ernannt ist. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn zwei Drittel seiner Mitglieder anwesend sind. Vertretung ist unzulässig.

Einen schriftlichen Beschluss, unterschrieben durch alle Vorstandsmitglieder ist gleich gültig als wäre er in einer rechtmäßig einberufenen Vorstandssitzung beschlossen worden. Dieser Beschluss kann in einem oder mehreren schriftlich verfassten Dokument(en) mit gleichem Inhalt niedergeschrieben werden.

Der Vorstand ist der Gesellschaft gegenüber verpflichtet, die Beschränkungen einzuhalten, die sich aus dieser Satzung sowie der Geschäftsordnung ergeben.

Der Vorstand kann in allen Fragen der Geschäftsführung die Entscheidung der Hauptversammlung herbeiführen.

§ 6. Vertretungsmacht. Die Gesellschaft wird durch ein Vorstandsmitglied vertreten. Alleinvertretungsbefugnis kann an alle Prokuristen erteilt werden.

§ 7. Der Aufsichtsrat Zusammensetzung, Wahlen, Amtsdauer. Solange die Gesellschaft einen alleinigen Aktionär hat, kann die Gesellschaft von einer einzigen Person als Aufsichtsrat geleitet werden, welcher kein Aktionär sein muss. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, wird sie von einem Aufsichtsrat geleitet, welcher aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Der alleinige Aufsichtsrat und die Aufsichtsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt und dürfen wieder gewählt werden.

Wenn eine juristische Person als Aufsichtsratsmitglied benannt wurde, muss diese eine natürliche Person als permanenten Vertreter (représentant permanent) benennen, welcher die juristische Person als alleiniger Aufsichtsrat oder als Aufsichtsratsmitglied gemäß Artikel 51 bis des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz von 1915“) vertritt.

Die Aufsichtsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung gewählt. Die Hauptversammlung wird auch die Anzahl der Aufsichtsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Amtes festlegen. Ein Aufsichtsratsmitglied kann jederzeit, begründet oder unbegründet, durch einen Beschluss der Hauptversammlung von seinem Amt enthoben und ersetzt werden.

Im Falle einer Vakanz im Aufsichtsrat wegen eines Todesfalles, dem Ruhestand eines Mitglieds oder aus einem anderen Grund, können die verbleibenden Mitglieder per Mehrheitswahl ein neues Aufsichtsratsmitglied wählen, um die Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung zu besetzen. Solange keine Aufsichtsratsmitglieder verbleiben, müssen der oder die Rechnungsprüfer umgehend eine Hauptversammlung einberufen, um einen neuen Aufsichtsrat zu wählen.

§ 8. Vorsitz. Der Aufsichtsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Aufsichtsratsmitglied übertragen werden.

§ 9 Einberufung, Beschlüsse, Geschäftsordnung, Ausschüsse. Der Aufsichtsrat setzt seine Geschäftsordnung selbst fest. Für die Einberufung zu seinen Sitzungen, seine Beschlussfähigkeit und Beschlussfassung gelten die nachfolgenden Bestimmungen; in der Geschäftsordnung können hierzu ergänzende Bestimmungen getroffen werden.

Aufsichtsratssitzungen sollen in der Regel vierteljährlich stattfinden. Der Aufsichtsrat ist ferner zu einer Sitzung einzuberufen, wenn geschäftliche Veranlassung dazu vorliegt.

Die Mitglieder des Vorstands sollen, sofern nicht zur Beratung gelangende persönliche Angelegenheiten derselben eine Ausnahme begründen, den Sitzungen des Aufsichtsrates mit beratender Stimme beiwohnen.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates werden durch den Vorsitzenden mit einer Frist von 14 Tagen schriftlich einberufen. In dringenden Fällen kann der Vorsitzende die Frist abkürzen und mündlich, telefonisch, fernschriftlich oder per Telefax einberufen.

Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens zwei Drittel der Mitglieder, darunter der Vorsitzende oder der Stellvertreter an der Beschlussfassung teilnehmen. Die Beschlüsse bedürfen der Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sofern nicht eine andere Mehrheit in dieser Satzung vorgesehen ist. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden, oder falls der Vorsitzende nicht an der Beschlussfassung teilnimmt, die Stimme seines Stellvertreters den

Ausschlag. Jedes Mitglied des Aufsichtsrates kann sich durch andere Aufsichtsratsmitglieder, die hierzu schriftlich, durch Telefax oder durch (unter luxemburgischem Recht wirksame) elektronisch unterschriebene Email bevollmächtigt wurde, bei Sitzungen des Aufsichtsrates vertreten lassen.

Der Vorsitzende oder im Falle seiner Verhinderung sein Stellvertreter sind ermächtigt, im Namen des Aufsichtsrats die zur Durchführung der Beschlüsse des Aufsichtsrats und seiner Ausschüsse erforderlichen Willenserklärungen abzugeben.

Soweit es das Gesetz nicht verbietet, kann der Aufsichtsrat ihm obliegende Aufgaben und Rechte auf seinen Vorsitzenden, einzelne seiner Mitglieder oder auf aus seiner Mitte bestellte Ausschüsse übertragen. Ergibt eine Abstimmung im Ausschuss Stimmgleichheit, so ist der Beschluss nicht gefasst. Die Beschlussvorlage ist dann dem Aufsichtsrat vorzulegen.

§ 10. Besondere Zuständigkeit. Der Vorstand bedarf der vorherigen Zustimmung des Aufsichtsrats zur Vornahme von Rechtsgeschäften, die in den Geschäftsordnungen des Vorstands und des Aufsichtsrates als zustimmungsbedürftig aufgeführt sind.

Die nach Absatz 1 erforderliche Zustimmung des Aufsichtsrates kann auch in Form einer allgemeinen Ermächtigung für bestimmte Arten der vorbezeichneten Geschäfte erfolgen. Derartige Ermächtigungen müssen die in Betracht kommenden Geschäftsvorgänge sowie deren Zweck und die Zeitspanne, in der sie ausgeführt werden sollen, genau angeben.

Im Falle der Verweigerung der Zustimmung beschließt die Hauptversammlung auf Antrag des Vorstands über die Zustimmung mit der gesetzlich vorgeschriebenen Mehrheit.

Der Vorstand informiert den Aufsichtsrat regelmäßig über die Geschäftslage, die Entwicklung des Unternehmens (einschließlich der Rentabilität und Liquidität) und berät mit ihm die beabsichtigte Geschäftspolitik.

§ 11. Die Hauptversammlung Ort. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am 27. im Monat Juni um 11 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Wenn dieser Tag auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, findet die Hauptversammlung am nächsten darauf folgenden Werktag statt.

§ 12 Einberufung der Hauptversammlung Teilnahmerecht. Die Hauptversammlung wird vom Vorstand unter Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften einberufen. Ihre Einberufung erfolgt durch eine mindestens einen Monat vor dem letzten Hinterlegungstag zu veröffentlichten Bekanntmachung, wobei der Tag der Veröffentlichung und der letzte Hinterlegungstag nicht mitzurechnen sind.

Zur Teilnahme an der Hauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind alle am Tag der Hauptversammlung im Aktienregister eingetragenen Aktionäre der Gesellschaft oder deren schriftlich bevollmächtigte Vertreter berechtigt, sofern sie rechtzeitig angemeldet sind. Für die Rechtzeitigkeit der Anmeldung genügt es, wenn sie nicht später als sechs (6) Tage vor der Hauptversammlung erfolgt. Der Vorstand kann eine kürzere Frist bestimmen. Die Einzelheiten zur Anmeldung werden zusammen mit der Einberufung der Hauptversammlung bekanntgemacht Umschreibungen im Aktienregister finden in der Zeit zwischen dem Ablauf des letzten Anmeldetages und dem Beginn des letzten Anmeldetages und dem Schluss der Hauptversammlung nicht mehr statt.

§ 13. Leiter der Hauptversammlung. Den Vorsitz der Hauptversammlung führt der Vorsitzende des Aufsichtsrates, im Falle seiner Verhinderung sein Stellvertreter. Sind beide verhindert, wird der Vorsitzende durch die Hauptversammlung gewählt.

Der Vorsitzende leitet die Versammlung. Er bestimmt die Reihenfolge, in der die Gegenstände der Tagesordnung verhandelt werden sowie Art und Reihenfolge der Abstimmungen.

§ 14. Beschlussfassung und Wahlen. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Unbeschadet entgegenstehender Regelungen im Gesetz oder dieser Satzung werden Beschlüsse durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die an der Abstimmung teilnehmen, gefasst.

Satzungsändernde Beschlüsse können nur angenommen werden, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals in der Hauptversammlung vertreten ist, die Tagesordnung einen entsprechenden Vorschlag zur Satzungsänderung enthält und darüber hinaus die Satzungsänderung im Wortlaut mitteilt, soweit diese den Zweck oder die Form der Gesellschaft betrifft. Ist das genannte Quorum nicht erfüllt, kann eine zweite Versammlung einberufen werden unter Beachtung der gesetzlichen Fristen und unter Angabe der Tagesordnung, des Datums und der Ergebnisse der ersten Versammlung sowie unter Hinweis darauf, dass die Satzungsänderung nunmehr ohne Beachtung des genannten Quorums angenommen werden kann. Für eine Satzungsänderung ist gleichwohl in beiden Versammlungen eine Zweidrittelmehrheit der gültigen, abgegebenen Stimmen erforderlich.

§ 15. Jahresabschluss. Zum Ende eines jeden Geschäftsjahres erstellt der Vorstand die Jahresrechnung gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

Spätestens einen (1) Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung zusammen mit seinem Bericht und allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden, dem oder den Rechnungsprüfer(n) vor, welche(r) daraufhin seinen Bericht aufstellt.

Spätestens fünfzehn (15) Tage vor der jährlichen Hauptversammlung, werden die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, sowie die Berichte des Vorstandes und des Rechnungsprüfers zusammen mit allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden, am Gesellschaftssitz der Gesellschaft hinterlegt, wo sie den Aktionären zu den üblichen Geschäftszeiten zwecks Inspektion zur Verfügung stehen.

§ 16. Ordentliche Hauptversammlung. Die ordentliche Hauptversammlung findet innerhalb der ersten sechs Monate jeden Geschäftsjahres statt.

Sie beschließt insbesondere über die Verwendung des Bilanzgewinns, über die Bestellung des Abschlussprüfers, über die Entlastung der Mitglieder des Vorstandes und des Aufsichtsrats, über die Bestellung der Mitglieder des Aufsichtsrats, soweit gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist, und in den im Gesetz vorgesehenen Fällen über die Feststellung des Jahresabschlusses.

Bei der Errechnung des in andere Gewinnrücklagen einzustellenden Teils des Jahresüberschusses sind vorweg Zuweisungen zur gesetzlichen Rücklage und ein Verlustvortrag abzuziehen.

Die Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Aufsichtsrates erfolgt mit einfacher Mehrheit.

§ 17. Verwendung des Bilanzgewinns. Fünf Prozent (5%) des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinns sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (réservation légale) zu verwenden. Diese Zuweisung ist nicht mehr nötig, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Die Hauptversammlung entscheidet, wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Sie kann entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, so wie es nach ihrem Ermessen am Besten mit dem Zweck und der Politik der Gesellschaft und dem Gesetz von 1915 vereinbar ist.

§ 18. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der nachfolgenden Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall, wo die gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Die erste Hauptversammlung wird im Jahr 2015 abgehalten.

Zeichnung

Nachdem die Satzung verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, COGNOS AG, vertreten wie vorgenannt, dass sie die DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien, die das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft darstellen, zeichnet.

Alle Aktien werden zu einem Viertel (1/4) durch Geldeinlagen des alleinigen Aktionärs einbezahlt, so dass die Summe von SIEBENTAUSENDSIEBENHUNDERTFÜNFZIG Euro (EUR 7.750,-) der Gesellschaft von jetzt an frei zur Verfügung steht, wie dies der unterzeichnenden Notarin durch ein Bankzertifikat nachgewiesen wurde.

Aufstellung

Die diese Urkunde ausfertigende Notarin erklärt, dass die unter Artikel 26 des Gesetzes von 1915 aufgeführten Bedingungen erfüllt wurden und legt ausdrücklich Zeugnis über deren Erfüllung ab. Darüber hinaus bestätigt die die Urkunde unterzeichnende Notarin, dass diese Artikel mit den Regelungen des Artikels 27 des Gesetzes von 1915 übereinstimmen.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Gebühren, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde getragen werden, werden auf ungefähr EINTAUSEND Euro (EUR 1.000,-) geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Als dann tritt die eingangserwähnte Partei, vertreten wie vorgenannt, die das gesamte Aktienkapital hält, zu einer außerordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt und fasst, nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hat, einstimmig folgende Beschlüsse:

1) Zum Vorstand wird ernannt:

- Christian Alt, Leiter Geschäftsentwicklung (Beruf), geboren am 11.06.1983, in Mayen mit Berufsanschrift in Im Mediapark 4e, D-50670 Köln

2) Zum Aufsichtsrat wird ernannt:

- Hermann Kögler, Vorstand (Beruf), geboren am 22.07.1955, in Köln mit Berufsanschrift in Im Mediapark 4e, D-50670 Köln.

3) Die Mandate der Mitglieder des Vorstandes und des Aufsichtsrates enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2015.

4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 50, avenue du Parc des Sports, L-4671 Differdange.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, in der Kanzlei der unterzeichnenden Notarin, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument dem Vertreter der Erschienenen vorgelesen wurde, hat dieser die vorliegende Urkunde zusammen mit der Notarin unterschrieben.

Gezeichnet: C. ALT und J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 11 septembre 2014. LAC / 2014 / 42275. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. September 2014.

Référence de publication: 2014144845/210.

(140164551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

IGEFI Group S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 116.668.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of July,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of IGEFI Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital amounting to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.668 (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated April 27, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on July 26, 2006 under number 1438. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, replacing Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 2, 2007, published in the Mémorial on March 21, 2007 under number 415.

THERE APPEARED:

IGEFI Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital amounting to six hundred twenty-two thousand three hundred eighty-six euro and twenty-six cents (EUR 622,386.26) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.481 (the Sole Shareholder),

here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

- I. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda has the following single item:

Change of the corporate object of the Company and subsequent amendment to article 3 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is to market and install, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, computer systems for enterprises in the financial and banking sectors in general, including without limitation the banks, public or private financial institutions, savings banks, brokerages and stock exchange companies, asset management companies, as well as any research, consulting, study and engineering services associated therewith, including maintenance services in connection with the above listed business activities, to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its employees, subsidiaries, affiliated companies (or their employees) and/or any other persons or companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee

its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may also participate in the creation, development, management and control of, and acquire by way of subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by, any company or enterprise the object of which is in whole or in part similar or related to the Company's object or which would favour the extension and/or development thereof.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object."

III. The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

Resolution

The Sole Shareholder resolves to change the corporate object of the Company and subsequently resolves to amend article 3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

" Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is to market and install, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, computer systems for enterprises in the financial and banking sectors in general, including without limitation the banks, public or private financial institutions, savings banks, brokerages and stock exchange companies, asset management companies, as well as any research, consulting, study and engineering services associated therewith, including maintenance services in connection with the above listed business activities, to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its employees, subsidiaries, affiliated companies (or their employees) and/or any other persons or companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may also participate in the creation, development, management and control of, and acquire by way of subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by, any company or enterprise the object of which is in whole or in part similar or related to the Company's object or which would favour the extension and/or development thereof.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object."

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and that in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le septième jour de juillet,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de IGEFI Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 7, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social s'élevant à trente-et-un mille euros (EUR 31.000) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.668 (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) du 26 juillet 2006, numéro 1438. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 2 janvier 2007, publié au Mémorial du 21 mars 2007, numéro 415.

A COMPARU

IGEFI Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 7, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social s'élevant à six cent vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-six euros et vingt-six centimes (EUR 622.386,26) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.481 (l'Associé Unique),

ici représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. l'Associé Unique possède toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'assemblée contient l'unique point suivant:

Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 3 des Statuts de sorte qu'il aura la teneur suivante:

« Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est le commerce et l'installation, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, de systèmes informatiques pour les entreprises des secteurs financier et bancaire en général, y compris notamment, les banques, institutions financières publiques ou privées, banques d'épargne, sociétés de courtage et sociétés boursières, sociétés de gestion d'actifs et toutes les recherches, la consultance, les études et les services d'ingénierie y liés, y compris les services de maintenance liés aux activités précitées, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de créances, et de tous types de titres de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts et/ou de l'émission de titres de dette ou de capital à ses employés, filiales, sociétés affiliées (ou leurs employés), et/ou à toutes autres personnes ou sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou ceux de toute autre société ou personne et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne; et dans chaque cas, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de, acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute société ou entreprise dont l'objet est, en tout ou en partie, similaire ou lié à l'objet de la Société ou qui en faciliterait l'extension et/ou le développement.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

III. L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter que:

Résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société et décide subséquemment de modifier l'article 3 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est le commerce et l'installation, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, de systèmes informatiques pour les entreprises des secteurs financier et bancaire en général, y compris notamment, les banques, institutions financières publiques ou privées, banques d'épargne, sociétés de courtage et sociétés boursières, sociétés de gestion d'actifs et toutes les recherches, la consultance, les études et les services d'ingénierie y liés, y compris les services de maintenance liés aux activités précitées, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de créances, et de tous types de titres de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts et/ou de l'émission de titres de dette ou de capital à ses employés, filiales, sociétés affiliées (ou leurs employés), et/ou à toutes autres personnes ou sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou ceux de toute autre société ou personne et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne; et dans chaque cas, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de, acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute société ou entreprise dont l'objet est, en tout ou en partie, similaire ou lié à l'objet de la Société ou qui en faciliterait l'extension et/ou le développement.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en conséquence du présent acte sont estimés à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante susmentionnée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32327. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144849/192.

(140164419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Strategic Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.253.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 2 septembre 2014

En date du 2 septembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé de nommer Monsieur Douglas Smith, né le 10 juin 1969 à Ayr, Ecosse, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 180-186 Brompton Road, 3^e étage, SW3 1HQ Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet au 2 septembre 2014, et ce, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Gérant

Référence de publication: 2014147714/16.

(140167554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

King Street (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7a, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 190.217.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fourteenth day of August.

Before the undersigned, Maître Henri BECK, a notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

King Street Capital Management, L.P., a limited partnership formed under the laws of the State of Delaware, having its principal place of business at 65 East, 55th Street, 30th Floor, New York, New York 10022, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 156785,

here represented by Peggy Simon, private employee, whose professional address is in Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a power of attorney given under private seal,

After signature *in varietur* by the authorized representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “King Street (Luxembourg) S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favors or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500), represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favor of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers, provided that:

a) where the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers the Company shall be bound towards third parties by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager; and

b) where the Company is managed by a sole manager, the Company shall be bound towards third parties by the signature of that sole manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholders

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board.

The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realization of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the

Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2014.

Subscription and payment

King Street Capital Management, L.P., represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12.500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1.100.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Nao MAEDA, born on June 10, 1977, in Kanagawa, Japan, residing at 22, rue Charlemagne, L-1328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Michael P. WENGROFSKY, born on 26 August 1963 in New York (United States of America), having his professional address at 65 East, 55th Street, 30th Floor, New York, NY 10022, United States of America.

2. The registered office of the Company is located at 7a, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Echternach, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorized representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour d'août,

Par devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

King Street Capital Management, L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée en vertu des lois de l'Etat du Delaware, dont le principal établissement est établi au 65 East, 55th Street, 30th Floor, New York, New York 10022, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 156785,

représentée par Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est " King Street (Luxembourg) S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance.

Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans s'y limiter, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut exercer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de tout associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales, à condition:

(i) qu'elle dispose des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant aux lieux et aux heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les résolutions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, étant entendu que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B vote en faveur de la résolution. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants, étant entendu que:

a) lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B la Société est engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B; et

b) lorsque la Société est gérée par un gérant unique, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de ce gérant unique.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil, aux gérants ou à un gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur mandat, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation.

(iii) Quand des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte de ces résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, elle peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales le sont par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec aux conditions de quorum et de majorité détaillés ci-avant et elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de pertes et profits, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de son ou ses gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de pertes et profits doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être ou non des associés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette exigence cesse quand la Réserve Légale atteint un montant équivalent à dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider d'un paiement de dividende, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intermédiaire.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement réalisés et les associés sont immédiatement tenus de rembourser l'excédent à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être des associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation (le cas échéant) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus.

Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente-et-un (31) décembre 2014.

Souscription et libération

King Street Capital Management, L.P., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute nature que ce soit qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent Euros (EUR 1.100.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Nao MAEDA, née le 10 juin 1977, à Kanagawa, Japon, demeurant au 22, rue Charlemagne, L-1328 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Michael P. WENGROFSKY, né le 26 août 1963 à New York (Etats-Unis d'Amérique), de résidence professionnelle au 65 East, 55th Street, 30th Floor, New York, NY 10022, Etats-Unis d'Amérique.
2. Le siège social de la Société est établi au 7a, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 11 septembre 2014. Relation: ECH/2014/1645. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144889/508.

(140165087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Patron Caldew S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 190.227.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of September.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent and who will remain the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Patron Investments IV S.à r.l., a limited liability company with registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.456, here represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, residing in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on September 1st, 2014.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. There exists among the subscribers and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Patron Caldew S.à r.l." (the Company).

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio. The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in all countries.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets, including without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may borrow in any form and issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) per each share.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for

individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 15. Each year, with reference to December 31st, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits is at the free disposal of the shareholder's general meeting. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All the five hundred (500) shares have been subscribed by Patron Investments IV S.à r.l., prenamed.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provision

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st, 2014.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two (2). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Emmanuel Mougeolle, director, born in Épinal, France, on July 3rd, 1977, residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; and

- Mrs Géraldine Schmit, director, born in Messancy (Belgium) on November 12th, 1969, residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2) The registered office is established in L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le cinq septembre.

Par-devant Nous Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Patron Investments IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 160.456, ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Patron Caldew S.à r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille. La société peut également accomplir toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, le développement et l'exploitation de toute opération mobilière et immobilière situé dans tout pays.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de titres, obligations, bons de caisse, certificats, parts bénéficiaires et warrants ainsi que et toute sorte d'instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux issus du produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, à des sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites Patron Investments IV S.à r.l., préqualifiée.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux (2). Sont nommés comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr Emmanuel Mougeolle, gérant de Sociétés, né à Épinal, France, le 3 juillet 1977, demeurant professionnellement à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; et
- Madame Géraldine Schmit, gérant de Sociétés, née à Messancy (Belgique) le 12 novembre 1969, résidant professionnellement à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2. Le siège social de la société est établi à 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 septembre 2014. LAC/2014/42294. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145025/292.

(140165192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Antoria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 190.277.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty first day of August
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

M. Kurt Ebert, born in Heidelberg, Germany, on May 1st, 1959 and residing in 21, Kelkheimer Strasse, 65812 Bad Soden,, Germany,

here represented by Régis Galiotto, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 16th, 2014.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. Such appearing person has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which they declare to establish as follows:

1. Form and name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name Antoria S.A. (the “Company”) which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association (the “Articles”).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the board of directors of the Company.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the board of directors of the Company. Where the sole director or, in case of plurality of directors, the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death or dissolution of the single shareholder.

4. Corporate object.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

4.3. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against risks related to credits, currency exchange and interest rate fluctuations as well as other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

5. Capital.

5.1. The subscribed share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. The shares are in registered form (actions nominatives) or bearer form (actions au porteur) at the option of the shareholder(s).

6.2. For shares in registered form, a shareholders register of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in the shareholders register of the Company.

6.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

7. Transfer of shares. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

8. Shareholders' meetings.

8.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

8.2. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.3. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company shall be held, in accordance with the Law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of such meeting, on the third Monday of June of each year at 11.00 a.m.. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

8.4. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company, exceptional circumstances so requires.

8.5. Other meetings of the shareholder(s) of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

9. Notice - Quorum - Powers of attorney - Convening notices.

9.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

9.2. Each share is entitled to one vote.

9.3. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

9.4. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

9.5. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

9.6. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

9.7. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or cable.

9.8. Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.9. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

10. Management

10.1. The Company could be managed by a sole director where the Company has only one shareholder and by a board of directors composed of at least three members in any other cases. The sole director or the members of the board of directors need(s) not be shareholder(s) of the Company. Any director shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.2. Whenever a legal entity is appointed as a director of the Company (the “Legal Entity”), the Legal Entity must designate a permanent representative to perform such director’s mandate in its name and on its behalf (the “Representative”). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability, as if he was performing such director’s mandate in his own name, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative.

10.3. The sole director, and in case of plurality of directors, the members of the board of directors shall be elected by the shareholder(s) of the Company at the general meeting. The shareholder(s) of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholder(s) of the Company.

10.4. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholder(s) of the Company.

11. Board meetings.

11.1. In case of plurality of directors, the board of directors of the Company must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholder(s) of the Company.

11.2. The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

11.4. No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax or cable, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

11.5. Any member of the board of directors of the Company may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax or cable, another director as his or her proxy.

11.6. Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

11.7. The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the Company’s directors is present or represented at a meeting of the board of directors of the Company. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

11.8. Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

12. Minutes of the board meetings.

12.1. The minutes of any meeting of the board of directors of the Company shall be signed by the chairman of the board of directors of the Company who presided at such meeting or by any two directors of the Company.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any director of the Company.

13. Decisions of the sole director. The decisions of the sole director of the Company are drawn in writing.

14. Powers of the sole director or of the board of directors. The sole director, and in case of plurality of directors, the board of directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts

of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law, or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) of the Company fall within the competence of the sole director, and in case of plurality of directors, the board of directors.

15. Delegation of powers. The sole director and in case of plurality of directors, the board of directors of the Company is authorised to appoint a person, either director or not, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholder(s) of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company. The board of directors may thus delegate its powers for the conduct of the daily management of the Company, to one or more directors, who will be called managing directors.

16. Binding signatures.

16.1. The Company shall be bound towards third parties by the single signature of its sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two directors of the Company in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 15 of these Articles.

16.2. Insofar as daily management is concerned, the Company shall be legally bound towards third parties by the sole signature of any managing director of the Company.

17. Conflict of interests.

17.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

17.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3. In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors of the Company such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholder(s) of the Company which shall ratify such transaction.

17.4. In case there is only one shareholder in the Company, article 17.3. does not apply and the transactions that are entered into between the Company and the director having an opposite interest to the one of the Company are simply to be recorded in minutes.

17.5. Article 17.3. and 17.4. do not apply when the relevant transactions/operations are made in the normal course of business of the Company and are entered into on arm's length terms.

18. Statutory auditor.

18.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

18.2. The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholder(s) of the Company with or without cause.

19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

20. Allocation of profits.

20.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

20.2. The general meeting of shareholder(s) of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

20.3. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company and they may be paid at such places and times as may be determined by the single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company. The single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

21. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles. In the event the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities)

named by the general meeting of the shareholder(s) of the Company deciding such liquidation. Such general meeting of shareholder(s) of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st, 2014.

The first annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held in the year 2015.

Subscription and payment

The shares in the Company have been subscribed as follows:

(1) Kurt Ebert, prenamed and represented as mentioned here above 31,000 shares.

The shares have all been fully paid up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000 is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and being regularly constituted, immediately proceeded to pass the following resolutions:

(i) that the number of directors of the Company be set at three (3) and that there will be appointed as members of the board of directors of the Company for a period of six (6) years:

- Kurt Ebert, born in Heidelberg, Germany, on May 1st, 1959 and residing in 21, Kelkeheimer Strasse, 65812 Bad Soden, Germany,

- Imke Krieger, born in Walsrode, Germany on March 19, 1958 and residing in 5, rue Nicolas Wester, L-5836 Alzingen, Luxembourg; and

- Günter Graw, born in Nordhorn, Germany, on July 17, 1962 and residing in 5, rue Nicolas Wester, L-5836 Alzingen, Luxembourg,

that the number of statutory auditors (commissaires aux comptes) of the Company be set at one (1) and that there be appointed as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company for a period of six (6) years:

- Frank Müller, born in Aschaffenburg, Germany on December 5, 1963 and residing in Steinrückenstr.19, D-63741 Aschaffenburg, Germany.

(ii) that the address of the registered office of the Company is at 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand- Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Im Jahr zweitausendvierzehn, am einundzwanzigsten August.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Sitz in Luxembourg.

IST ERSCHIENEN:

Herr Kurt Ebert, geboren in Heidelberg, Deutschland, am 1. Mai 1959, wohnhaft in Kelkeheimer Straße 21, 65812 Bad Soden, Deutschland,

hier vertreten durch Régis Galiotto, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer Vollmacht, erteilt am 16. August 2014.

Besagte Vollmacht wird, nachdem sie ne varietur von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde beigelegt, um gleichzeitig mit ihr den Registrierungsbehörden vorgelegt zu werden. Die erschienene Person beauftragte den amtierenden Notar, die folgende Satzung zu beurkunden, diese legt Folgendes fest:

1. Form und Name. Es existiert eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung Antoria S.A. (die „Gesellschaft“), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August

1915 über Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“), sowie der vorliegenden Satzung (die „Satzung“).

2. Eingetragener Sitz.

2.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Er kann innerhalb der Grenzen der Kommune durch Beschluss des alleinigen Direktors oder bei mehreren Direktoren, des Vorstands der Gesellschaft, verlegt werden.

2.2. Filialen, Tochterunternehmen oder andere Büros können durch Beschluss des alleinigen Direktors oder bei mehreren Direktoren, des Vorstands der Gesellschaft, entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland eingerichtet werden. Wenn der alleinige Direktor oder, bei mehreren Direktoren, der Vorstand der Gesellschaft zu dem Schluss gelangt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse eintraten oder bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der eingetragene Sitz bis zur völligen Beendigung dieser außergewöhnliche Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleiben wird.

3. Dauer.

3.1. Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, der auf eine Weise gefasst wird, die für eine Satzungsänderung erforderlich ist, aufgelöst werden.

3.3. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes oder der Auflösung einzelner Aktionäre aufgelöst.

4. Gesellschaftszweck.

4.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen jeglicher Form und die Verwaltung solcher Beteiligungen in Luxemburg oder im Ausland. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Subskription, Kauf und Tausch oder auf jegliche andere Weise Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel und allgemeiner alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtssubjekten welcher Art auch immer, einschließlich Partnerschaften, aufgelegt werden, erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, an Management und Kontrolle jeder Gesellschaft und jedes Unternehmens teilhaben. Sie kann außerdem in Erwerb und Verwaltung eines Portefeuilles von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeglicher Art und Herkunft investieren.

4.2. Die Gesellschaft kann in jeglicher Form leihen. Sie kann Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen und jegliche Art von Schulden- und/oder Kapitalsicherheiten auflegen. Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, angegliederten Gesellschaften oder anderen Gesellschaften Kapital leihen, darunter die Erlöse aus Kreditaufnahmen und/oder der Ausgabe von Schuldensicherheiten. Sie kann auch Garantien und Sicherheiten zugunsten Dritter geben, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer Tochterunternehmen, angegliederten Unternehmen oder anderer Gesellschaften zu sichern. Die Gesellschaft kann außerdem alle oder einige ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen oder in anderer Form hypothekarisch belasten.

4.3. Die Gesellschaft kann generell alle Techniken anwenden und alle Instrumente einsetzen, die sich auf ihre Investitionen beziehen, zum Zweck ihrer effizienten Verwaltung, einschließlich Techniken und Instrumente, die dafür vorgesehen sind, die Gesellschaft vor Risiken im Zusammenhang mit Krediten, Wechselkursen und Zinsschwankungen, sowie anderen Risiken zu schützen.

4.4. Die Gesellschaft kann alle kaufmännischen, finanziellen oder industriellen Operationen und jegliche Transaktionen in Bezug auf Immobilien oder bewegliches Eigentum durchführen, die ihrem Zweck direkt oder indirekt förderlich sind oder sich darauf beziehen.

5. Kapital.

5.1. Das gezeichnete Aktienkapital wird mit einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) festgesetzt, vertreten durch einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1), alle gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft, der auf eine Weise gefasst wird, die für eine Satzungsänderung erforderlich ist, erhöht oder verringert werden.

6. Aktien.

6.1. Die Aktien liegen nach Wahl des Aktionärs/der Aktionäre als Namensaktien (actions nominatives) oder als Inhaberaktien (actions au porteur) vor.

6.2. Für Namensaktien wird ein Aktienbuch der Gesellschaft am eingetragenen Sitz der Gesellschaft geführt, wo es für die Einsichtnahme durch jeden Aktionär bereitliegt. Dieses Aktienbuch enthält den Namen jedes Aktionärs, seinen Wohnort oder seine gewählte Zustellungsanschrift, die Anzahl der Aktien in seinem Besitz, die auf jede Aktie eingezahlten

Beträge, sowie die Übertragung von Aktien und die Daten solcher Übertragungen. Das Eigentum an Aktien wird durch Eintrag ins Aktienbuch der Gesellschaft festgehalten.

6.3. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen einlösen.

7. Übertragung von Aktien. Aktien werden mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, die im Aktienbuch der Gesellschaft festgehalten wird, übertragen; diese Übertragungserklärung muss vom Abtretenden und vom Abtretungsempfänger oder von Personen, die über entsprechende Vollmachten verfügen, unterzeichnet werden. Die Gesellschaft kann als Nachweis der Übertragung auch andere Übertragungsurkunden, die für die Gesellschaft zufriedenstellend sind, akzeptieren.

8. Aktionärsversammlungen.

8.1. Der Alleingesellschafter erhält alle Befugnisse, die der Hauptversammlung der Aktionäre laut Gesetz eingeräumt werden. Die Entscheidungen des Alleingeschafters werden in Protokollen erfasst oder schriftlich festgehalten.

8.2. Bei mehreren Aktionären repräsentiert jede regulär gebildete Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat umfassende Befugnisse, um Handlungen zu veranlassen, durchzuführen oder zu ratifizieren, die sich auf alle Aktivitäten der Gesellschaft beziehen.

8.3. Die jährliche Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft findet, nach geltendem Recht, am dritten Montag im Juni jedes Jahres um 11.00 Uhr in Luxemburg an der Adresse des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in der Kommune des eingetragenen Sitzes statt, der in der Einberufung dieser Versammlung angegeben wird. Ist dieser Tag kein Werktag für die Banken in Luxemburg, wird die jährliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

8.4. Die jährliche Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft kann im Ausland stattfinden, wenn nach absolutem und endgültigem Urteil des alleinigen Direktors oder bei mehreren Direktoren, des Vorstands der Gesellschaft, außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

8.5. Andere Versammlungen des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft können an Orten und zu Zeiten stattfinden, die in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen für die Versammlung festgelegt werden.

9. Mitteilung - Beschlussfähigkeit - Vollmachten – Einberufungsmitteilungen.

9.1. Die gesetzlich vorgeschriebenen Mitteilungsfristen und die Beschlussfähigkeit regeln die Mitteilung und die Durchführung der Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft, sofern hierin nichts anderes vorgesehen ist.

9.2. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme.

9.3. Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts anderes vorsehen, werden Beschlüsse, die bei einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft gefasst werden, durch einfache Mehrheit der Anwesenden oder Vertretenen und Abstimmenden verabschiedet.

9.4. Eine außerordentliche Hauptversammlung, die einberufen wird, um Bestimmungen der Satzung zu ändern, ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Satzungsänderungen enthält.

9.5. Wenn die erste dieser Bedingungen nicht erfüllt ist, kann, mittels zweimal im Abstand von mindestens fünfzehn Tagen und fünfzehn Tage vor der Sitzung im Luxemburger Amtsblatt, dem Mémorial, und in zwei Luxemburger Tageszeitungen veröffentlichter Mitteilungen auf die in der Satzung vorgesehene Weise, eine zweite Versammlung einberufen werden. Diese Einberufungsmitteilung muss die Tagesordnung enthalten und Datum und Ergebnisse der vorherigen Versammlung angeben. Die zweite Versammlung ist unabhängig vom Anteil des vertretenen Kapitals beschlussfähig. Bei beiden Versammlungen müssen Beschlüsse, um verabschiedet zu werden, durch mindestens zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre getragen werden.

9.6. Für eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft und der Verpflichtungen ihrer Aktionäre ist jedoch das einstimmige Einverständnis der Aktionäre und Anleihehaber erforderlich.

9.7. Ein Aktionär kann bei jeder Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft handeln, indem er eine andere Person schriftlich (im Original, per Fax oder per Telegramm) zum Stellvertreter ernannt.

9.8. Jeder Aktionär kann per Telefonkonferenz oder mittels ähnlicher Kommunikationsmittel, bei denen alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, einander hören, miteinander sprechen und ordnungsgemäß beschließen können, an einer Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft teilnehmen; die Teilnahme an einer Versammlung mit derartigen Mitteln entspricht der persönlichen Anwesenheit bei einer solchen Versammlung.

9.9. Wenn alle Aktionäre der Gesellschaft bei einer Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert betrachten, kann die Versammlung ohne vorherige Mitteilung stattfinden.

10. Verwaltung.

10.1. Die Gesellschaft kann von einem alleinigen Direktor geführt werden, wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, sowie in allen anderen Fällen von einem Vorstand, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Der alleinige Direktor oder die Mitglieder des Vorstands muss/müssen nicht Aktionär(e) der Gesellschaft sein. Ein Direktor wird für die Dauer von maximal sechs Jahren gewählt und kann erneut gewählt werden.

10.2. Wenn ein Rechtssubjekt zum Direktor der Gesellschaft ernannt wird („Rechtssubjekt“), muss das Rechtssubjekt einen ständigen Vertreter ernennen, der das Mandat dieses Direktors in seinem Namen und seinem Auftrag wahrnimmt („Vertreter“). Der Vertreter unterliegt denselben Bedingungen und Verpflichtungen und ist in gleicher Weise haftbar, als würde er das Mandat dieses Direktors in seinem eigenen Namen ausüben, unbeschadet der Mithaftung des Rechtssubjekts. Das Rechtssubjekt darf den Vertreter nur dann abberufen, wenn es gleichzeitig einen neuen Vertreter ernennt.

10.3. Der alleinige Direktor (bei mehreren Direktoren die Mitglieder des Vorstands) werden vom/von den Aktionär(en) der Gesellschaft bei der Hauptversammlung gewählt. Der/die Aktionär(e) der Gesellschaft legt/legen auch die Anzahl der Direktoren, ihre Vergütung und ihre Amtsdauer fest. Ein Direktor kann durch Beschluss der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft jederzeit mit oder ohne Grund entfernt und/oder ersetzt werden.

10.4. Wird das Amt eines Direktors durch Tod, Ausscheiden oder auf andere Weise vakant, können die übrigen Direktoren durch Mehrheitsbeschluss einen Direktor wählen, der bis zur nächsten Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft diese Vakanz füllt.

11. Vorstandssitzungen.

11.1. Bei mehreren Direktoren muss der Vorstand der Gesellschaft aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen und kann einen Sekretär wählen, der kein Direktor sein muss und der für die Führung des Protokolls der Sitzungen des Vorstands der Gesellschaft und des Protokolls der Hauptversammlungen des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft verantwortlich ist.

11.2. Der Vorstand der Gesellschaft kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Direktoren zusammen, an dem in der Versammlungsmittelung genannten Ort, bei dem es sich grundsätzlich um Luxemburg handelt.

11.3. Eine schriftliche Mitteilung über jede Sitzung des Vorstands der Gesellschaft wird allen Direktoren mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem für eine solche Sitzung angesetzten Termin mitgeteilt, außer in dringenden Fällen, in denen die Art der Umstände kurz in der Einberufungsmittelung für die Sitzung des Vorstands der Gesellschaft beschrieben werden muss.

11.4. Eine solche schriftliche Mitteilung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Vorstands der Gesellschaft bei der Sitzung anwesend oder vertreten sind und angeben, dass sie ordnungsgemäß informiert wurden und vollständige Kenntnis von der Tagesordnung der Sitzung hatten. Auf die schriftliche Mitteilung kann durch schriftliche Einwilligung (im Original, per Fax oder Telegramm) jedes Mitglieds des Vorstands der Gesellschaft verzichtet werden. Eine separate schriftliche Mitteilung ist bei Versammlungen, die zu Zeiten und an Orten durchgeführt werden, die in einem Plan festgelegt sind, der zuvor durch Beschluss des Vorstands der Gesellschaft verabschiedet wurde, nicht erforderlich.

11.5. Jedes Mitglied des Vorstands der Gesellschaft kann bei jeder Sitzung des Vorstands der Gesellschaft handeln, indem es schriftlich (im Original, per Fax oder Telegramm) einen anderen Direktor zum Stellvertreter ernennt.

11.6. Jeder Direktor kann per Telefonkonferenz oder mittels ähnlicher Kommunikationsmittel, bei denen alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, einander hören, miteinander sprechen und ordnungsgemäß beschließen können, an einer Sitzung des Vorstands der Gesellschaft teilnehmen; die Teilnahme an einer Versammlung mit derartigen Mitteln entspricht der persönlichen Anwesenheit bei einer solchen Versammlung.

11.7. Der Vorstand der Gesellschaft kann nur gültige Beschlüsse fassen und/oder gültig handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Direktoren der Gesellschaft bei einer Sitzung des Vorstands der Gesellschaft anwesend oder vertreten ist. Entscheidungen werden durch Mehrheit der Stimmen der bei einer solchen Sitzung anwesenden oder vertretenen Direktoren getroffen. Falls bei einer Versammlung die Anzahl der Stimmen für und gegen einen Beschluss gleich ist, hat der Vorsitzende der Versammlung eine ausschlaggebende Stimme.

11.8. Von allen Direktoren unterzeichnete Beschlüsse sind auf die gleiche Weise gültig und verbindlich, als wenn sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Versammlung verabschiedet worden wären. Derartige Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses erscheinen und per Brief, Fax oder Telex bescheinigt werden.

12. Protokoll der Vorstandssitzungen.

12.1. Das Protokoll jeder Sitzung des Vorstands der Gesellschaft muss vom Vorsitzenden des Vorstands der Gesellschaft, der den Vorsitz bei dieser Sitzung hatte, oder von zwei Direktoren der Gesellschaft unterzeichnet werden.

12.2. Kopien oder Auszüge aus diesem Protokoll, die bei Gerichtsverfahren oder anderen Anlässen vorgelegt werden, müssen vom Sekretär (sofern vorhanden) oder von einem Direktor der Gesellschaft unterzeichnet werden.

13. Entscheidungen des Alleinigen Direktors. Die Entscheidungen des alleinigen Direktors der Gesellschaft werden schriftlich festgehalten.

14. Befugnisse des Alleinigen Direktors oder des Vorstands. Der alleinige Direktor und, wenn mehrere Direktoren vorhanden sind, der Vorstand der Gesellschaft, ist mit umfassenden Befugnissen versehen, um alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft durchzuführen oder ihre Durchführung zu veranlassen. Alle Befugnisse, die laut Gesetz oder aufgrund der Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft vorbehalten sind, fallen unter die Zuständigkeit des alleinigen Direktors und, bei mehreren Direktoren, des Vorstands.

15. Delegation von Befugnissen. Der alleinige Direktor und, bei mehreren Direktoren, der Vorstand der Gesellschaft ist befugt, ohne vorherige Genehmigung durch die Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft, eine Person zu ernennen (Direktor oder nicht), die auf jeder Ebene innerhalb der Gesellschaft bestimmte Funktionen übernimmt. Der Vorstand kann so seine Befugnisse zwecks Führung der Gesellschaft an einen oder mehrere Direktoren delegieren, diese werden als geschäftsführende Direktoren bezeichnet.

16. Verbindliche Unterschriften.

16.1. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten durch die einzelne Unterschrift ihres alleinigen Direktors oder, bei mehreren Direktoren, durch die gemeinsame Unterschrift von je zwei Direktoren der Gesellschaft in allen Angelegenheiten oder durch die gemeinsamen Unterschriften oder die einzige Unterschrift aller Personen, denen eine solche Unterschriftsvollmacht gemäß Artikel 15 der vorliegenden Satzung gültig übertragen wurde, gebunden.

16.2. Sofern die tägliche Geschäftsführung betroffen ist, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die einzelne Unterschrift jedes geschäftsführenden Direktors der Gesellschaft rechtskräftig gebunden.

17. Interessenkonflikt.

17.1. Verträge oder andere Transaktionen zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft oder Firma dürfen nicht durch die Tatsache beeinflusst oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Direktor(en) oder Führungskräfte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt ist/sind oder Direktor, Teilhaber, Führungskraft oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft oder Firma ist/sind.

17.2. Ein Direktor oder eine Führungskraft der Gesellschaft, der/die als Direktor, Führungskraft oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma fungiert, mit der die Gesellschaft vertraglich oder auf andere Weise geschäftlich verbunden ist, darf nicht ausschließlich aufgrund einer solchen Zugehörigkeit zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma davon abgehalten werden, Angelegenheiten im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder sonstigen geschäftlichen Verbindungen zu erwägen, über sie abzustimmen oder im Zusammenhang mit ihnen zu handeln.

17.3. Sollte ein Direktor der Gesellschaft persönliche und entgegengesetzte Interessen im Zusammenhang mit Transaktionen der Gesellschaft haben, muss dieser Direktor den Vorstand der Gesellschaft über diese persönlichen und entgegengesetzten Interessen unterrichten und darf derartige Transaktionen nicht in Erwägung ziehen oder darüber abstimmen. Diese Transaktionen und das Interesse besagten Direktors daran müssen der nächsten Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft gemeldet werden, diese muss besagte Transaktionen bestätigen.

17.4. Falls die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, gilt Artikel 17.3. nicht und die Transaktionen, die zwischen der Gesellschaft und dem Direktor, dessen Interesse dem der Gesellschaft entgegengesetzt ist, getätigt werden, werden lediglich im Protokoll festgehalten.

17.5. Artikel 17.3. und 17.4. gelten nicht, wenn die betreffenden Transaktionen/Operationen im normalen Geschäftsverlauf der Gesellschaft und unter den üblichen Bedingungen getätigt werden.

18. Abschlussprüfer.

18.1. Die Aktivitäten der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Abschlussprüfer (commissaire(s)) beaufsichtigt. Der/die Abschlussprüfer wird/werden für die Dauer von maximal sechs Jahren gewählt und kann/können erneut gewählt werden.

18.2. Der/die Abschlussprüfer wird/werden von der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft ernannt, die ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit festlegt. Der/die Abschlussprüfer kann/können jederzeit mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft aus dem Amt entfernt werden.

19. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember jedes Jahres.

20. Gewinnzuweisung.

20.1. Vom Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich verlangten Rückstellung zugewiesen. Diese Zuweisung ist nicht mehr erforderlich, wenn die gesetzliche Rückstellung sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft, das gegebenenfalls erhöht oder verringert werden kann, wie in Artikel 5 oben vorgesehen.

20.2. Die Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft legt fest, wie mit dem Rest des Jahresüberschusses verfahren wird und kann beschließen, gegebenenfalls Dividenden auszuschütten, wie es nach ihrem Ermessen dem Zweck und der Politik der Gesellschaft am besten zugute kommt.

20.3. Die Dividenden können in Euro oder jeder anderen Währung, die vom einzelnen Direktor oder, bei mehreren Direktoren, vom Vorstand der Gesellschaft ausgewählt wird, gezahlt werden; sie können an Orten und zu Zeitpunkten gezahlt werden, die vom einzelnen Direktor oder, bei mehreren Direktoren, vom Vorstand der Gesellschaft festgelegt werden. Der einzelne Direktor oder, bei mehreren Direktoren, der Vorstand der Gesellschaft, kann beschließen, unter den gesetzlich festgelegten Bedingungen und innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen, Zwischendividenden zu zahlen.

21. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft, der auf eine Weise gefasst wird, die für eine Satzungsänderung erforderlich ist, aufgelöst

werden. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt (bei denen es sich um natürliche Personen oder Rechtssubjekte handeln kann), die von der Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft ernannt werden, die eine solche Liquidation beschließt. Diese Hauptversammlung des Aktionärs/der Aktionäre der Gesellschaft entscheidet auch über Befugnisse und Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

22. Geltendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz.

Vorübergehende Bestimmungen

Das erste Finanzjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

Die erste jährliche Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft findet im Jahr 2015 statt.

Zeichnung und Zahlung

Die Aktien der Gesellschaft wurden wie folgt gezeichnet:

(2) Kurt Ebert, zuvor genannt und vertreten, wie oben erwähnt 31.000 Aktien.

Die Aktien wurden alle durch Barzahlung voll eingezahlt, sodass die Summe von EUR 31.000 ab jetzt der Gesellschaft zur freien Verfügung steht. Der Nachweis hierüber wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Schätzung

Die Spesen, Kosten und Gebühren, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, belaufen sich auf schätzungsweise eintausendvierhundert Euros (1.400.- EUR).

Beschlüsse des Alleingeschafters

Die erschienene Partei, die das gesamte gezeichnete Aktienkapital repräsentiert und regulär konstituiert ist, fasst umgehend folgende Beschlüsse:

(i) die Anzahl der Direktoren der Gesellschaft wird mit drei (3) festgelegt, als Mitglieder des Vorstands der Gesellschaft für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren werden ernannt:

- Kurt Ebert, geboren in Heidelberg, Deutschland, am 1. Mai 1959, wohnhaft Kelkheimer Straße 21, 65812 Bad Soden, Deutschland,

- Imke Krieger, geboren in Walsrode, Deutschland, am 19. März 1958, wohnhaft 5, rue Nicolas Wester, L-5836 Alzingen, Luxemburg; und

- Günter Graw, geboren in Nordhorn, Deutschland, am 17. Juli 1962, wohnhaft 5, rue Nicolas Wester, L-5836 Alzingen, Luxemburg,

(ii) die Anzahl der Abschlussprüfer (commissaires aux comptes) der Gesellschaft wird mit eins (1) festgelegt, als Abschlussprüfer (commissaire aux comptes) der Gesellschaft für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren wird ernannt:

- Frank Müller, geboren in Aschaffenburg, Deutschland, am 5. Dezember, 1963, wohnhaft Steinrückenstr.19, D-63741 Aschaffenburg, Deutschland.

(iii) die Adresse des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft ist 22, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, hält hiermit fest, dass auf Verlangen der erschienenen Partei die vorliegende Gründungsurkunde in englischer Sprache formuliert wird, gefolgt von einer deutschen Version auf Verlangen derselben erschienenen Partei, wobei im Falle von Diskrepanzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang hat.

Urkundlich dessen wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Datum aufgesetzt.

Das Dokument wurde der erschienenen Person vorgelesen, besagte erschienene Person unterzeichnete gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: R. GALIOTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40312. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. September 2014.

Référence de publication: 2014145307/553.

(140165960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ThomasLloyd SICAV-SIF, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 190.155.

Extract of the Limited Partnership Agreement

1. Name of the fund. ThomasLloyd SICAV-SIF

2. Legal form . Société en commandite simple
société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

3. Jointly & Severally liable partner. ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés), with RCS number B 189.872 (the "General Partner" - "associé commandité").

4. Liability of the partnersn. The General Partner shall be liable in its capacity as Unlimited Partner with the Fund for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Fund's assets.

Subject to, but within the limits of, the applicable provisions of the Law of 10 August 1915 and of this LPA, the Limited Partners shall not act on behalf of the Fund other than by exercising their rights as limited partners in the Fund and shall only be liable for the debts and losses of the Fund up to the amount of the funds which they have promised to contribute to the Fund.

5. Initial capital. The initial capital is set at two thousand Euro.
The capital of the Fund shall at all times be equal to the Net Asset Value of the Fund.

6. Corporate object. The purpose for which the Fund is established is:

"The object of the Fund is to collectively invest the funds available to it in a wide range of securities and other assets eligible under the Law of 13 February 2007, for the benefit of the Partners while reducing investment risks through diversification.

The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 13 February 2007 and in particular and without limitation, make investments, either directly or indirectly."

7. Registered office. 5, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

8. Management / Representation of the fund. The Fund is managed by the General Partner "associé commandite" exclusively.

"The General Partner will have the broadest powers in its capacity as manager (gérant) of the Fund to administer and manage the Fund, to act in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Fund's object.

The Fund will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two Managers together, or by the individual signatures of any person to whom such authority has been delegated by the Board.

No Limited Partner in such capacity shall represent the Fund."

9. Date of establishment / Duration. The Fund was established on 3 September 2014. The Fund is established for an unlimited period of time.

The Fund shall be dissolved if there is no longer at least one Limited Partner and one Unlimited Partner, which are distinct legal or natural persons.

On behalf of ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l.
Duly represented by Alexander Wagner
Rechtsanwalt

Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft (der "Fonds")

1. Name des fonds. ThomasLloyd SICAV-SIF

2. Rechtsform. Kommanditgesellschaft (Société en commandite simple)
Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé)

3. Unbeschränkt Haftender Gesellschafter. ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit eingetragenem Sitz 5, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, Luxemburg und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer R.C.S. B 189.872, (der "Komplementär").

4. Haftung der Gesellschafter. Der Komplementär, in seiner Eigenschaft als unbeschränkt haftender Gesellschafter, haftet unbeschränkt gemeinsam mit dem Fonds für alle Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft, die nicht aus dem Vermögenswerten des Fonds ersetzt werden können.

Vorbehaltlich der anwendbaren Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10 August 1915 und diesem Gesellschaftsvertrag sind die Kommanditisten vom Handeln für den Fonds ausgeschlossen, mit Ausnahme der Ausübung ihrer Rechte als Kommandisten des Fonds und sind nur verantwortlich für Verbindlichkeiten und Verluste des Fonds bis zu der Summe ihrer Einlagen zu welcher sie sich dem Fonds gegenüber verpflichtet haben.

5. Anfangskapital. Das Anfangskapital ist auf zweitausend Euro festgelegt.

Das Gesellschaftskapital des Fonds soll zu allen Zeiten gleich dem Nettoinventarwert des Fonds sein.

6. Gesellschaftszweck. Die Gesellschaft wurde für den nachfolgenden Zweck gegründet:

"Der Zweck der Gesellschaft ist die gemeinsame Anlage des ihm zur Verfügung stehenden Vermögens in eine groß angelegte Auswahl von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten welche nach dem Gesetz vom 13 Februar 2007 zulässig sind, zum Vorteil der Gesellschafter bei gleichzeitiger Reduzierung des Investmentrisikos durch Risikostreuung.

Der Fonds kann in dem gemäß dem Gesetz von 2007 zulässigen Höchstumfang alle Maßnahmen ergreifen und alle Rechtsgeschäfte vornehmen, die er für die Erreichung und Verfolgung seines Unternehmenszwecks für zweckdienlich erachtet und insbesondere ohne eine Einschränkung des vorhergehenden Investitionen vornehmen, seien es direkt oder indirekt."

7. Eingetragener Sitz. 5, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

8. Geschäftsführung/Vertretungsbefugnisse. Die Geschäfte des Fonds werden ausschließlich durch den Komplementär "associé commandite" geführt.

"Der Komplementär ist mit den umfassendsten Befugnissen in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer (gérant) ausgestattet, die Geschäfte des Fonds zu führen, im Namen des Fonds in jeder Beziehung zu handeln und alle Handlungen und Verfügungen vorzunehmen, die dem Gesellschaftszweck des Fonds entsprechen.

Der Fonds wird Dritten gegenüber durch die alleinige Zeichnung des Komplementärs verpflichtet, der wiederum durch die gemeinsame Unterschrift von zweien seiner Geschäftsführer vertreten wird oder durch die Einzelunterschrift jedweder Person, auf die eine solche Befugnis durch die Geschäftsführung des Komplementärs übertragen wurde.

Kein Kommanditist ist in dieser Eigenschaft zur Vertretung des Fonds berechtigt.

9. Gründungsdatum / Laufzeit. Der Fonds wurde am 3. September 2014 gegründet. Der Fonds wurde mit unbeschränkter Laufzeit gegründet.

Der Fonds wird aufgelöst, sofern nicht mehr mindestens ein Kommanditist und ein Komplementär vorhanden ist, wobei dies unterschiedliche juristische oder natürliche Personen sein müssen.

Für ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l.

Vertreten durch Alexander Wagner

Rechtsanwalt

Référence de publication: 2014143774/92.

(140163518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Allia N° 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ALLIA N° 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014147938/13.

(140169199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.